

# Les Forums Mac Mahon

*Organisés par le Centre des  
Professions Financières  
Note d'introduction, réunion du 17  
décembre 2019.  
Rainier BRUNET-GUILLY  
Denis KLEIBER  
Régis de LAROULLIÈRE*

## Travailler plus : qui, quand, comment, pourquoi

Le thème global « travailler plus » a fait irruption dans le débat public français au printemps 2019 à l'occasion du grand débat, à l'initiative du Président de la République. Jusque-là, ce thème était essentiellement cantonné aux discussions sur l'équilibre de nos régimes de retraite.

L'idée dominante semblait être qu'avec le progrès technique, la tendance de long terme à la réduction du travail est inscrite dans l'histoire. Et le niveau élevé du chômage en France témoignerait de ce que nous serions trop nombreux pour le travail à faire, en quelque sorte en retard sur une évolution tendancielle mondiale. Certains accapareraient une quantité de travail globale qui devrait être plus équitablement répartie.

Pourtant, après près de 40 années de réformes visant à réduire la durée du travail de ceux qui travaillent pour créer des emplois pour les autres, force est de constater que nous avons réduit le travail à un niveau plus faible que dans tous les autres pays de l'OCDE, mais que notre niveau de chômage est devenu parmi les plus élevés (8,5% en France en juillet 2019 à comparer à 6,3% dans l'Union Européenne

à 28 pays par exemple). En Europe, seules la Grèce, l'Espagne et l'Italie ont une situation plus dégradée. Nous avons de plus le ressenti d'un problème global de pouvoir d'achat, qui conduit la population à se tourner vers les pouvoirs publics. Il semblerait qu'à chaque réforme, le bilan net ait été une réduction du travail global effectué (et de la production et du pouvoir d'achat total en résultant).

Nous nous sommes dégagés des secteurs d'activité réputés les plus ingrats (des pans entiers de l'activité économique ont été abandonnés notamment dans l'industrie, qui ne représente plus que 16,9% du PIB à comparer à 25,5% en moyenne dans le monde et 28% en Allemagne).

Pourtant, notre marché du travail est perçu comme particulièrement inhospitalier : il est difficile d'y entrer (chômage des jeunes, difficulté à obtenir un premier CDI), d'y revenir quand on en sort (durée du chômage en France comparée aux autres pays, taux d'emploi des seniors), la pression y est forte dans de nombreux secteurs, l'exigence de qualification élevée, la rémunération minimale que doit financer l'employeur rapportée au travail fourni parmi les plus élevées de l'OCDE.

Les besoins de la sphère publique, plus en rapport avec la population globale qu'avec la quantité de travail effectuée dans le pays (éducation, défense, justice, transferts sociaux par exemple) représentent une fraction de l'activité totale nettement plus importante que dans les autres pays de l'OCDE (la dépense publique représente 56,5% du PIB en 2017). Financer ces besoins dépasse la capacité contributive d'un secteur concurrentiel qui serait devenu étriqué. Les déficits publics demeurent corrélativement parmi les plus élevés, les risques associés au ras le bol fiscal sont mieux identifiés, et notre pays est l'un des plus exposés à la remontée des taux d'intérêt de marché, même si celle-ci est tenue pour éloignée.

Paradoxalement, les employeurs affirment avoir du mal à embaucher les compétences

dont ils ont besoin, les services utiles ou nécessaires que ne peut satisfaire notre économie marchande sont nombreux, les services publics se sentent pour certains asphyxiés par le manque de ressources, et les besoins d'intégration des populations peu qualifiées sont importants et ont de graves conséquences politiques et sociales. Les nouvelles formes d'emploi et l'ubérisation de certaines activités n'apportent que des solutions ponctuelles, ou contestées.

Aurions-nous excessivement réduit en France la quantité de travail salarié effectuée? Serait-ce le moment d'inverser la tendance? Peut-on construire un scénario de redéveloppement du travail et de rééquilibrage des activités marchandes ? Dans cette hypothèse, qui devrait travailler davantage, selon quelles modalités, avec quelles motivations ? Travailler plus pour produire et consommer davantage ?

## Quelques chiffres

Sur sa durée de vie, un américain passe 16% de son temps à travailler. Un français 12%. Les PIB par tête respectifs d'un français et d'un américain sont de 42.878 et 62.606 \$ en 2018 (48.264 pour un allemand).

La durée de travail annuel rapportée au nombre d'habitants au sein des pays de l'OCDE varie de façon importante. 634 heures/an en France, 728,7 en Allemagne et 830,3 aux Etats-Unis. Elle est illustrée par le graphique annexé.

Un français passe en moyenne 5 années de plus à la retraite que la moyenne de l'OCDE (25 ans à comparer à 20). Il détient le record en la matière ([https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/panorama-des-pensions-2017\\_pension\\_glance-2017-fr;jsessionid=JBI\\_O\\_Ndd2tqWEV1Ki35fV.TM.ip-10-240-5-159](https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/panorama-des-pensions-2017_pension_glance-2017-fr;jsessionid=JBI_O_Ndd2tqWEV1Ki35fV.TM.ip-10-240-5-159) )

Il y a maintes façons de travailler davantage. Par exemple, rapporté également à une durée de vie, le passage de

la durée d'activité de 42 à 44 ans est équivalent à un allongement de 20 minutes de la durée quotidienne de travail (de 420 minutes pour une journée de 7 heures (et une semaine de 35 heures) à 440 minutes).

Après 40 années de développement du partage du travail en France, le taux de chômage est de 8,5% en France, en 4<sup>ème</sup> plus mauvaise position en Europe (<https://www.touteurope.eu/actualite/le-taux-de-chomage-en-europe.html> ). Il est de 3,5% aux Etats-Unis et de 2,4% au Japon.

Taux de chômage en France par CSP, par diplôme ou par âge :  
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3741241?sommaire=3900836>

Part de l'industrie dans le PIB, 25,5% en moyenne dans le monde (source Banque Mondiale):  
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.IND.TOTL.Zs>